

FO-013/0

MAGYAR KÖNYV- SZEMLE

REVUE DU LIVRE
PUBLICATION TRIMESTRIELLE
DE L'ACADÉMIE HONGROISE
DES SCIENCES POUR L'HISTOIRE
DU LIVRE ET LA BIBLIOGRAPHIE

1973

2

AKADÉMIAI KIADÓ • BUDAPEST

MAGYAR KÖNYVSZEMLE

A MAGYAR TUDOMÁNYOS AKADÉMIA
I. OSZTÁLYÁNAK
KÖNYVTÖRTÉNETI ÉS BIBLIOGRÁFIAI FOLYÓIRATA

89. évf. 1973/2. sz.

SZERKESZTŐ BIZOTTSÁG

MÁTRAI LÁSZLÓ

(a szerkesztő bizottság elnöke)

KÓKAY GYÖRGY

(mb. szerkesztő)

V. KOVÁCS SÁNDOR

(mb. szerkesztő)

HAVASI ZOLTÁN

MEZEY LÁSZLÓ

TARNAI ANDOR

Articles appearing in this journal are abstracted and indexed in HISTORICAL ABSTRACTS and/or AMERICA: HISTORY AND LIFE.

✱

Megjelenik negyedévenként.

Terjeszti a Magyar Posta.

Előfizethető bármely postahivatalnál, a kézbesítők-nél, a Posta hírlapüzleteiben, a Posta Központi Hírlapirodnál (KHI, 1900 Bp. V., József nádor tér 1.) közvetlenül vagy postautalványon, valamint átutalással a KHI. 215—96162 pénzforgalmi jelzőszámára. Előfizetési díj: 60 Ft

Előfizethető és példányonként megvásárolható az Akadémiai Kiadónál, 1054 Bp. V., Alkotmány u. 21. Tel.: 111—010 (pénzforgalmi jelzőszám 215—11482) és az Akadémiai Könyvesboltban, 1368 Bp. V., Váci u. 22 Tel.: 185—612.

SZERKESZTŐSÉG

1118 Bp. XI., Ménesi út 12.

Telefon: 669—902

A szerkesztőség fogad:
szerdán 13—15 óráig

A szerkesztőség legfeljebb 1 ív terjedelmű és az MSZ 9651 szabványnak megfelelő kéziratokat fogad el (egy oldalon 30 sor, soronként 60 leütés, jegyzetek a főszöveg után). A tanulmányok rovatba szánt cikkekhez 1 oldal terjedelmű tartalmi kivonatot is kérünk. Különlenyomatok (legkevesebb 100 példány) a Kiadóhoz címzett, de a szerkesztőséghez eljuttatott levélben rendelhetők, a korrektúra visszaküldésével egyidőben.

HENRI MICHEL

La Résistance française et la littérature de la Résistance

Un des traits caractéristiques de la Résistance française est l'abondance et la variété de la littérature clandestine — journaux et revues ou « cahiers » — ainsi que la multiplicité et la diversité des sujets qu'elle a traités. Un autre caractère spécifique est que cette résistance s'est accomplie, à la fois, et sans grand heurt, au dehors (à Londres jusqu'en juin 1943, puis à Alger), et au dedans. A l'étranger, de nombreuses commissions d'études faisaient pendant à la littérature clandestine, dont elles recevaient et connaissaient une partie, dont elles soutenaient parfois les thèmes et les idées. Des deux côtés, on était certes préoccupé d'abord par la libération du territoire national, et par le combat qu'il faudrait mener pour l'obtenir.

A cette fin, la principale, la Résistance intérieure, après avoir assuré ses liaisons avec la Résistance extérieure, s'était dotée de structures adaptées à sa nature et à ses objectifs: réseaux de renseignements et d'évasion, équipes de parachutages et d'atterrissage, service de faux-papiers, maquis, Forces Françaises de l'intérieur.¹

Mais, *en même temps*, la réflexion des uns et des autres se portait tant sur les causes de la défaite que sur la façon d'y remédier après la Libération. La Résistance française ne se considérait donc pas seulement comme une force de combat, dont le rôle s'achèverait avec le départ de l'occupant, mais aussi, sinon plus, comme une *pensée* toujours en éveil et en mouvement, qui se traduisait par l'élaboration avec précision de plans et de projets de toutes sortes, qu'il conviendrait d'appliquer lorsque, le territoire libéré, les autorités issues de la Résistance exerceraient le pouvoir pour qu'une France forte et neuve renaisse des cendres de la défaite.²

La raison profonde de cette double motivation — combat et rénovation — c'est la défaite de juin 1940, la plus brutale et la plus totale de son histoire, subie par la France guère plus de 20 ans après la victoire qu'elle avait rem-

¹ Pour une vue d'ensemble, cf. Henri MICHEL, *Histoire de la Résistance en France*, Paris 1966., et Jean Moulin *l'Unificateur*, Paris 1971. Cf. aussi les numéros spéciaux de la *Revue d'Histoire de la 2^e Guerre Mondiale*, notamment les numéros: 1 (novembre 1950), « Sur la Résistance en zone Nord » (N° 30, avril 1958.), « Sur la Résistance française » (N° 35, Juillet 1959), « Aspects de la Résistance française » (N° 47, Juillet 1962), « Les maquis » (N° 49, janvier 1963), « Les maquis dans la libération de la France » (N° 55, juillet 1964), « Aspects de la Résistance française » (N° 61, janvier 1966); cf. également les ouvrages publiés dans la Collection *« Esprit de la Résistance »* aux Presses Universitaires de France.

² Pour une vue d'ensemble de cette pensée, cf. Henri MICHEL, *Les courants de pensée de la Résistance*, Paris 1963, 832 p.; on trouvera des textes dans H. MICHEL et MIRKINE-GUETZEVITCH, *Les Idées politiques et sociales de la Résistance*, Paris 1954.

portée en 1918, par la même armée, parfois les mêmes hommes. Les conséquences sont certes l'occupation, l'exploitation économique, la répression policière comme dans toute l'Europe, mais aussi la disparition de la III^e République et la division du territoire en zones de statuts différents; la France est ainsi menacée dans son intégrité territoriale, peut-être dans son existence même, sûrement dans sa situation de grande puissance. La catastrophe est si grande, si rapide, que beaucoup la croient définitive, ils se résignent à la victoire hitlérienne. Quelques-uns même s'en réjouissent; ce sont les «collaborateurs», peu nombreux, mais divers. La plupart sont des fascistes de toujours; mais se mêlent à eux également des opportunistes, bien sûr, des «réalistes» qui estiment qu'il faut s'adapter aux situations qu'on ne peut pas changer — tels Pierre LAVAL ou Marcel DÉAT — mais aussi des pacifistes, qui croient que la guerre est le pire des maux; l'ensemble ne séduira jamais les foules, mais disposera de crédits élevés et, par suite, d'une presse abondante.

La grande masse, surtout en zone non occupée, fait confiance au grand homme, au sauveur, le maréchal PÉTAIN, qui proclame que la France a le sort qu'elle mérite, qu'elle doit expier ses erreurs, souffrir, attendre et, pour le moment, accepter la défaite, appliquer l'armistice, se soumettre à la volonté du vainqueur.

On voit ainsi la grande différence qui existe entre la Résistance française et, par exemple, la Résistance hollandaise; pour la deuxième — comme pour la Norvégienne ou la Belge — le pouvoir légitime n'est plus sur le territoire national, mais à Londres; la nation, derrière lui, est toujours en guerre. En France, le pouvoir légitime est à Vichy; résister, c'est non seulement s'opposer à l'étranger, à l'occupant, mais aussi aux autorités de son pays.³

*

Dans ces conditions, le résistant français mène deux combats: d'une part il considère qu'il n'est pas lié par l'armistice de juin 1940, que la guerre n'est pas finie mais, d'autre part, il s'oppose à la politique de son gouvernement, il est donc en état de rébellion à son égard, et poursuivi par sa police.

C'est la position prise par le Général DE GAULLE à Londres dès le 18 Juin 1940, et c'est pourquoi il sera appelé par la suite le «premier résistant de France» bien que, en fait, à ce moment, il n'ait pas pensé à une opposition clandestine, mais au maintien dans la guerre des forces armées françaises en état de continuer le combat. C'est pourquoi aussi, il sera condamné à mort à Vichy. La prise de position du général DE GAULLE est dictée par une vue lucide de l'ampleur et de la durée du conflit — «La France a perdu une bataille, mais elle n'a pas perdu la guerre». Les «Français libres» adoptent comme devise «Honneur et Patrie».

Certes, le mouvement du général DE GAULLE ne commence que par des échecs — il ne peut pas empêcher la signature de l'armistice, ni décider l'Empire et la Flotte à rester dans la guerre et il ne groupe que quelques milliers d'hommes; de ce fait, il n'est pas reconnu par les Alliés comme le gouvernement de la France — à la différence des rois de Norvège, de Grèce, de Hollande etc.

³ Pour un tableau d'ensemble de la Résistance en Europe, voir Henri BERNARD, *Histoire de la Résistance européenne*, Verviers, 1968 et Henri MICHEL, *La guerre de l'Ombre*, Paris 1970.

Mais il affirme être la France, car seul il peut parler en son nom; le gouvernement de Vichy est sous la dépendance entière des Allemands. Aussi bien, le général proteste contre les décisions concernant la France, prises par les Alliés, auxquelles il n'est pas associé. C'est un troisième trait de son œuvre: la libération de la France ne doit pas être attendue des Alliés seuls, mais être obtenue par les Français d'abord, et, s'il le faut, contre les Alliés. Cet isolement orgueilleux, Agressif même, c'est incontestablement une resurgence du nationalisme le plus ombrageux. Les incidents entre le général de Gaulle et les grands Alliés jalonnent toute la guerre.⁴ C'est que, pense de Gaulle, la condition première de la renaissance de la France est que celle-ci reprenne sa place, en égale, dans le camp allié. Pour cela, les moyens d'action de la France Libre et les services rendus, ne cessent d'augmenter; territorialement, elle gère d'abord l'Afrique Equatoriale, puis tout l'Empire d'Afrique, enfin la Corse; politiquement, elle s'élargit en «Comité français de Libération Nationale» puis en «Gouvernement provisoire de la République»; militairement, ses troupes se battent partout, dans l'Atlantique, en Éthiopie, en Libye, en Syrie, dans le ciel d'U.R.S.S, en Tunisie et en Italie; diplomatiquement, peu à peu les représentants du régime de Vichy à l'étranger se joignent à elle, et elle est associée aux grandes décisions des Alliés. Ainsi est atteint l'objectif défini dès 1940 par le général de Gaulle: «Remettre non des Français, mais la France dans la guerre». La France retrouve donc sa place de grande puissance dans le directoire issu de la Guerre qui dirigera le monde; elle sera membre permanent du Conseil de sécurité à l'ONU. Ainsi, en dépit des pertes subies, et de la grande faiblesse économique provoquée par l'occupation allemande, l'intégrité territoriale est conservée et la défaite de 1940 annulée, comme l'avait précisé le général DE GAULLE en novembre 1941. Tandis que le régime de Vichy, né de la défaite, affaibli par la collaboration avec le vainqueur, s'effondre dans la victoire, la Résistance, s'est identifiée avec la France, même dans l'esprit des grands Alliés.⁵

C'est que, dans la France occupée, la Résistance clandestine s'est progressivement unifiée, en accord avec la France Libre. Née d'initiatives spontanées, conduisant à la création de petits groupements, rivaux et faibles, grossie par la résurrection ou l'adhésion des partis politiques, communistes et socialistes surtout, et des syndicats ouvriers, la Résistance avait été dotée par Jean Moulin de structures communes; des «mouvements» avaient été fusionnés.⁶ Bien que chaque fraction conservât son originalité et même une certaine autonomie, l'unification s'était opérée: politiquement, par la création du

⁴ Cf. Général de GAULLE, *Mémoires de guerre*, 3 t., Paris 1954—1959; J. SOUSTELLE, *Envers et contre tout*, 2 t., Paris 1949; Henri MICHEL, *Histoire de la France Libre*, Paris 1963.

⁵ Sur les rapports de la Résistance française avec les Alliés, voir les communications faites au Congrès de Milan par H. MICHEL, J. B. DUROSELLE et M. BAUDOT, insérées dans *European resistance movements*, Londres 1964. Sur les relations du général de Gaulle et des Américains, voir A. FUNK, *Général de Gaulle, The crucial years*, Oklahoma 1959, et D. WHITE, *Seeds of discord, Free France and the allies*, Syracuse University Press 1964.

⁶ Pour les origines de la Résistance, cf. M. GRANET et H. MICHEL, *Combat*, Paris 1957; A. CALMETTE, *L'O. C. M.*, *ibid.*, 1961; M. BAUDOT, *L'opinion publique sous l'occupation*, *ibid.*, 1960; R. HOSTACHE, *Le Conseil National de la Résistance*, *ibid.*, 1958; M. BAUDOIN, *Histoire des groupes francs des Bouches-du-Rhône*, *ibid.*, 1962; P. DURAND, *La N.C.F. pendant la guerre* (Les cheminots), *ibid.*, 1969; ALBAN VISTEL, *La nuit sans ombre*, *ibid.*, 1970.

«Conseil National de la Résistance», où chaque groupement avait délégué un représentant, si bien que l'éventail s'ouvrait des communistes aux républicains modérés, et militairement, par l'intégration de tous les éléments para-militaires dans une seule armée clandestine, «Les Forces françaises de l'Intérieur». Ce rassemblement, impensable avant le désastre, était le plus large de l'histoire de France. Cette exceptionnelle convergence, même si elle devait beaucoup aux circonstances exceptionnelles que le pays traversait et si elle risquait de ne pas durer, facilitait une renaissance fondée sur une conviction commune: la France d'après la guerre ne pourra pas être semblable à celle qui, hier, a disparu.

Ce large brassage s'effectue, de façon concomitante et parallèle, à la fois dans la Résistance extérieure et dans la Résistance intérieure. A Londres la «France Libre», à Alger le Gouvernement Provisoire et l'Assemblée Consultative sont des microcosmes où se traduit la diversité de la nation française, dans lesquels sont représentées toutes les tendances idéologiques, politiques ou confessionnelles, la génération de la première guerre et celle de la deuxième, les Français de la métropole et ceux de l'Empire ou de l'étranger; fait capital, pour la première fois les Communistes et les syndicalistes ouvriers participent à une action gouvernementale. Lorsque les chefs de «mouvements», emportés par leur ardeur, discutaillaient avec un peu trop de passion, Jean MOULIN les rappelait à une attitude plus calme en leur disant simplement: «Messieurs, il y a la France». Le rassemblement sera total lorsque, peu à peu, le rejoindront des partisans du régime de Vichy, après que celui-ci ait pratiquement disparu en novembre 42 et, notamment, l'armée de l'armistice. Seuls s'en exdueront la poignée de collaborateurs irréductibles.

Le chef à Londres puis à Alger, le guide ou le symbole en France, de ce mouvement sans précédent par son ampleur, est le général DE GAULLE — la première motion votée par le Conseil National de la Résistance unanime, en mai 43, le reconnaît expressément. Or, le général DE GAULLE, au contact des événements, au fur et à mesure que se découvraient à lui la nature et les origines de la résistance clandestine, a profondément évolué. Au début, il s'est défini a-politique, désireux seulement de rassembler les Français dans le combat. A partir de juin 1942, il s'engage non seulement à rétablir la République, à abolir les lois et organismes de Vichy, mais aussi à entreprendre de vastes réformes politiques et sociales. Il proclame: «cette guerre est une révolution ... De la crise terrible qu'elle traverse sortira pour la Nation française un vaste renouvellement ... La question sociale est la grande affaire de demain».

Ainsi naît le «gaullisme», pour les uns union de circonstance derrière un chef prestigieux, vierge de tout passé politique et, ils l'espèrent, sans ambition pour l'avenir, mais, pour d'autres — comme Pierre BROSSOLETTE, Jean MOULIN et le général DE GAULLE lui-même — rassemblement destiné à durer une fois disparues les causes accidentelles qui l'ont fait naître, par dessus des divergences anciennes dont la nocivité a été fâcheusement démontrée. De toutes façons, un facteur nouveau, de grande taille, s'est introduit dans la politique française.⁷

*

⁷ Sur le «Gaullisme», voir, outre les «Mémoires» du général de Gaulle, ses *Discours*, T. I., Paris 1969; DEBU-BRIDEL, *Les partis contre de Gaulle*, Paris 1948; E. MICHELET, *Le gaullisme, cette passionnante aventure*, Paris 1962.

Désormais, de nombreuses commissions, dans lesquelles René CASSIN et André PHILIP joueront un rôle essentiel, vont être créées à Londres, puis à Alger, pour étudier tous les problèmes qui se poseront pendant et après la libération, et formuler les solutions à leur apporter. En France, leur fait pendant «le Comité général d'experts», créé par Jean MOULIN, qui publie une remarquable revue clandestine «Les Cahiers politiques», et qui groupe quelques «têtes pensantes» de la clandestinité — juristes, économistes, philosophes, historiens, hauts fonctionnaires, syndicalistes. La voie où la Résistance s'engage est clairement définie par deux titres: à Alger une revue s'intitule «Renaissances»; en France, le journal clandestin «Combat» proclame en exergue qu'il entend aller «de la Résistance à la Révolution».

En dépit d'inévitables différences, voire même de divergences, il est frappant de constater que, hors de France et en France, les mêmes postulats sont posés. Il est communément admis que la France de demain, née de la Résistance, rejettera à la fois la III^e République et le Régime de Vichy. La première s'est discréditée par l'instabilité gouvernementale, les luttes de factions, les scandales financiers, le «déséquilibre» social et, finalement, la terrible défaite de juin 40; elle est synonyme de faiblesse, sinon d'ornière. On ne se bat pas pour y revenir. C'est ce que soulignent, en France le journal *Combat* lorsque il écrit «quelqu'un dans la clandestinité se bat-il pour le parti radical?» et, à Alger, le général DE GAULLE lorsqu'il proclame: «Nous ne nous battons pas pour reblanchir des sépulcres».

Quant au régime de Vichy, bien que certaines mesures et institutions de la Révolution Nationale ne soient pas a priori jugées condamnables — elles seront conservées en changeant de nom, le «Secours National» par exemple devenant «entraide» — il s'est discrédité par la dictature qu'il a instaurée, les lois raciales qu'il a décidées et appliquées, les poursuites qu'il a intentées aux Résistants, la servilité dont il a fait preuve à l'égard de l'occupant. Dans les territoires «libérés» — Levant, Réunion, Madagascar, Afrique du Nord, Afrique Occidentale, Antilles, Corse — les lois de Vichy sont abolies, ses organismes dissous.

En attendant mieux, les lois de la République, qui ont toujours cours puisque toute légitimité est déniée au régime de Vichy, sont rétablies. Il est prévu que des élections générales auront lieu, après que les prisonniers de guerre et les requis du Service du Travail Obligatoire seront rentrés en France; le soin de décider du régime politique de la France, et des réformes qui en résulteront est donc laissé à une Assemblée Constituante librement élue. En attendant, le Gouvernement demeure «provisoire»; provisoires aussi sont les décisions qu'il a prises et les mesures qu'il a appliquées. Si, pendant la guerre, le combat a exigé une direction autoritaire, personnelle même, retour sans réserve sera fait à des méthodes démocratiques éprouvées.

Cependant, il est clair que, dans la période qui s'écoulera entre la Libération et la fin de la guerre, dont personne ne sait combien de temps elle durera, la Résistance doit prendre et exercer tous les pouvoirs. Les décisions nécessaires et les modalités d'exécution sont soigneusement préparées. Il est prévu notamment que tous les hauts fonctionnaires de Vichy — à l'exception de ceux qui auront rendu de réels services à la Résistance — seront remplacés; les collaborateurs seront poursuivis devant des juridictions exceptionnelles, et le seul fait d'avoir appartenu au gouvernement de Vichy rendra un politicien passible d'une «Haute Cour de Justice», devant laquelle Pétain lui-même sera

traduit. Cette volonté «d'épuration» a été souvent reprochée à la Résistance; elle n'est pas allée sans excès; en fait elle traduisait moins un désir de vengeance que la volonté profonde d'assainir les mœurs et le personnel politique français; les dirigeants responsables qui avaient, soit conduit le pays à la déroute, soit manqué de caractère et de conviction patriotique pendant l'occupation, devaient être remplacés, sous peine de retourner aux erreurs et aux fautes du passé.⁸

*

Cependant, pour grandes et parfois durables qu'en aient été les conséquences, le large rassemblement, opéré dans la Résistance devait beaucoup à la conjoncture; c'était une union tactique, dans et pour le combat. Dès qu'on y abordait l'examen et la préparation des réformes à entreprendre après la guerre, si, sur le principe, tous étaient d'accord, des méfiances, des divergences de vues ou des arrière-pensées se manifestaient sur la nature des réformes et les méthodes à adopter. En fait, la Résistance ne constitue un bloc homogène que vue du dehors, ou opposée à son principal ennemi, l'Allemagne nazie; avec le régime de Vichy, la frontière est déjà plus incertaine; après le débarquement en A.F.N., derrière le général Giraud, de nombreux partisans de Vichy sont retournés au combat, sans forcément renoncer à leurs opinions antérieures, en en conservant même la nostalgie. Dans l'abondante littérature⁹ où s'exprime la Résistance, se discernent des «courants de pensée», traditionnels, transformés ou nouveaux.

D'autre part, si toutes les tendances de l'opinion sont représentées proportionnellement, cette représentation est très variable. Si quelques membres de «l'Action Française», voire même quelques anciens fascistes sont venus à la Résistance par germanophobie, en fait la grande majorité de l'extrême droite est allée à la collaboration. Il en est de même de la plupart des «modérés», qui ont trouvé dans la «Révolution Nationale» la pâture intellectuelle recherchée — un homme comme Louis MARIN, qui avait rompu avec Vichy dès l'été de 1940, s'était pratiquement coupé de tous ses anciens amis politiques. Le parti radical, lui aussi, est faible, en raison du comportement inactif de ses chefs — il ne publiera qu'un journal clandestin, «l'Aurore», et en 1944 seulement. Deux forces anciennes subsistent dans la Résistance, et s'y renforcent; trois nouvelles y prennent naissance: les «mouvements», le «mouvement républicain populaire (M.R.P.)» et le «gaullisme».

Le comportement du *parti communiste* est encore passionnément discuté, surtout pour la période d'application du pacte germano—soviétique avant

⁸ Cf. Fresnette FERRY, *Le problème constitutionnel et l'opinion publique en France de 1940 à 1946*, Paris 1947; Robert ARON, *Histoire de la libération de la France*, Paris 1959 et *Histoire de l'Épuration*, 2 t., *ibid.*, 1967 et 1969; KRIEDEL-VALRIMONT, *La libération, les Archives du COMAC*, Paris 1964; M. BAUDOT, *La Résistance française face au problème de répression et d'épuration*, *Revue d'Histoire de la 2^e Guerre Mondiale*, N° 87, janvier 1971.

⁹ Cf. ROUX FOUILLET, *Catalogue des périodiques clandestins conservés à la Bibliothèque Nationale*, Paris 1954; Claude BELLANGER, *Presse clandestine*, Paris 1961; Marie GRANET, *Le journal Défense de la France*, Paris 1961; DEBU-BIRDEL, *La Résistance intellectuelle*, Paris 1970; VERCORS, *La bataille du silence*, Paris 1967.

juin 1941.¹⁰ Mais, autant le rôle des Communistes a été important dans l'action, autant a été modeste leur participation à l'élaboration de réformes après la guerre. Certes, le parti ne renonçait en rien à sa doctrine, mais il estimait que, dans l'immédiat, il importait de faire l'union la plus large dans la lutte; pour cela, il fallait éviter d'effrayer des modérés patriotes par l'annonce de plans économiques et sociaux. Tout en l'approuvant entièrement dès sa rédaction, c'est après la libération que les Communistes ont fait leur cheval de bataille du programme du Conseil National de la Résistance. Auparavant, c'est en préconisant quelques mesures d'une application immédiate, qu'ils avaient laissé percevoir leur pensée; il s'agissait par exemple d'une démocratisation de l'armée, de l'abaissement de l'âge électoral, et surtout d'une très rigoureuse épuration en partant de cet axiome que «les notables» avaient trahi.

Dans ces conditions, ce sont les *socialistes*, moins engagés dans l'action, qui seront les penseurs de la Résistance; ils proposent une reprise et une extension des plans et projets du Front Populaire; ils estiment que leur doctrine et leur programme n'ont pas vieilli, puisqu'ils tendent à concilier la démocratie libérale et le système parlementaire avec la collectivisation de certaines parties de l'économie, le tout dans un souci de vaste promotion sociale.¹¹

Si les *mouvements* de résistance sont une des originalités de la Résistance française, ils étaient trop hétéroclites pour élaborer une pensée et une politique cohérentes; certes, ils ont été prodigues d'études de toutes sortes, mais ils ont échoué dans leur ambition de renouveler, voire de remplacer les partis politiques traditionnels; leurs adhérents communistes et socialistes retourneront à leurs groupements originels; le plus grand nombre s'agrègera soit au «mouvement républicain populaire», soit au «gaullisme».¹²

*

Nous allons donc relever, dans une pensée très riche et très diverse, foisonnante même, qui n'a laissé de côté aucun thème de réflexion, les points de convergence qui déboucheront, dans des délais plus ou moins brefs sur des réalisations.

C'est ainsi que, sur le plan politique, la Résistance est unanime à vouloir le rétablissement d'une démocratie à base de suffrage universel, avec extension du droit de vote aux femmes et du système parlementaire — même les Communistes s'y rallient, bien que, en Corse, ils aient organisé des élections sur les places publiques. Mais certaines faiblesses du régime parlementaire devront être corrigées, en particulier la précarité et l'instabilité des gouvernements, une prépondérance excessive des Assemblées législatives par rapport à l'exécutif. L'accord s'est fait aussi pour restreindre les pouvoirs du Sénat, Assemblée aristocratique, limiter le nombre et retarder l'explosion des crises ministérielles, accroître les pouvoirs de l'exécutif, réduire le nombre des partis. Mais les uns

¹⁰ F. GRENIER, *O'était ainsi*, Paris 1959; A. LECOEUR, *Le Partisan*, 1963; Ch. TILLON, *Les F.T.P.*, Paris 1962; *Histoire du parti communiste de 1940 à la Libération*, Paris 1962; *Histoire du parti communiste français*, Paris 1967; A. TOLLET, *La classe ouvrière dans la Résistance*, Paris 1969; Cl. du JONCHAY, *La Résistance et les Communistes*, Paris 1968; J. FAUVET, *Histoire du parti communiste français*, T. I., 1964.

¹¹ L. BLUM, *Œuvres complètes*, Paris 1955; R. VERDIER, *La vie clandestine du parti socialiste*, Paris 1944; D. MAYER, *Les Socialistes dans la Résistance*, Paris 1968.

¹² J. DUQUESNE, *Les Catholiques français sous l'occupation*, Paris 1966.

ne désirent qu'une plus grande autorité du président du Conseil; d'autres pensent à un changement profond, conduisant à l'instauration d'un régime présidentiel, de type américain, agencé avec une transformation de l'Empire — c'est le cas de Léon BLUM¹³ comme du général DE GAULLE.

Tout le monde souhaite que l'influence des puissances d'argent soit limitée, voire annulée dans la vie publique, par exemple par la prise en charge des frais des élections par l'État ou par la dévolution des imprimeries à un organisme d'État; c'est une des raisons aussi des nationalisations d'entreprises. Certains problèmes qui viciaient profondément le jeu politique avant la guerre — la querelle des écoles par exemple — ne se posent absolument plus. Ce fut une des grandes découvertes de la clandestinité que des catholiques, même des prêtres, puissent se retrouver au coude à coude avec des incroyants, même des Francs MAÇONS. Les Socialistes pensent à s'étendre largement en direction des catholiques et des syndicats, dans une sorte de travaillisme français; mais ils ne le feront pas et c'est peut-être pour eux une grande occasion perdue.

Les nationalisations étaient à la fois amples et limitées; leur but était de sanctionner certains industriels pour leur collaboration — tel Renault —, de libérer l'État de trop lourdes forces de pression, et surtout de permettre un grand développement de l'industrie, en accroissant les dimensions des entreprises à l'échelle nationale. Ces nationalisations portent sur les éléments moteurs de l'économie que sont: le crédit (cinq grandes banques de dépôts), l'énergie (charbon, gaz, électricité, pétrole), les transports (déjà étaient étatisés les P.T.T. et les routes, et nationalisés les chemins de fer; s'ajoute la navigation aérienne). Mais un large secteur est laissé à la libre entreprise, de façon à entretenir un esprit d'initiative et une ambiance de concurrence (banques d'affaires, industries lourdes et de transformation, secteur agricole, commerce). Les nationalisations ne doivent être ni l'expropriation pure et simple (les communistes ont rejeté la socialisation, proposée par les socialistes), ni l'étatisation — en principe leur gestion doit rechercher la rentabilité. La nationalisation doit aussi faciliter les industries de pointe — c'est le cas des usines aéronautiques et à plus forte raison de la recherche scientifique.

Ces réformes économiques doivent s'accompagner de réformes sociales tout aussi amples, dont tout le monde admet que, loin d'affaiblir l'économie, elles lui donnent des bases humaines plus saines. Les lois du Front Populaire sont rétablies (congrès payés, comités d'entreprises, droits syndicaux, droit de grève). S'y ajoute un large système de sécurité sociale, avec gestion par les assurés, inspiré en partie du plan Beveridge britannique, en partie du système français de «caisses mutuelles». Les syndicats ouvriers sont plus largement associés à la vie économique tant dans des Assemblées délibérantes comme le Conseil économique, que dans les organismes de gestion — le Plan, la vie des entreprises, les œuvres. Pour éviter que certains secteurs de l'économie soient desservis par la conjoncture, le salaire minimum interprofessionnel garanti est institué — mais non l'échelle mobile demandée par la C.G.T. Dans la fonction publique, un système de hiérarchie et de correspondances entre les catégories, au même niveau, est prévu, avec octroi du droit de grève.

¹³ Dans «A l'Échelle humaine», sorte de testament politique écrit en prison. Le régime présidentiel avait mauvaise presse en France à cause du précédent du Prince-Président et du coup d'État du 2 décembre 1851.

Ce progrès social, garanti et illimité, répondait aux programmes de toujours des socialistes et des communistes; il était considéré aussi comme une sanction de la «trahison des notables», une garantie de l'ordre et de la paix, la possibilité d'un renouvellement des élites.

C'est dans cette optique qu'il faut situer le vaste plan concernant l'Éducation Nationale. La Commission dite Wallon-Langevin avait prévu l'annulation de mesures de Vichy, telles que les subventions aux Écoles Libres et la concurrence de l'Université par des mouvements de jeunesse autonomes. Elle organisait la démocratisation de l'enseignement secondaire, puis supérieur, par la gratuité du premier et la multiplication des bourses pour le deuxième, ainsi que l'extension de l'enseignement technique. Le but recherché est, à la fois, d'instituer plus de justice sociale dans l'instruction, de fournir à l'économie les cadres dont elle a besoin, mais aussi — c'est l'idée de A. Philip — de réaliser un premier investissement, sans lequel les autres ne seraient pas efficaces. Toutefois, subsistent la concentration parisienne des étudiants, la dualité et la concurrence des enseignements privé et laïque, la municipalisation des collèges. Mais perce aussi l'idée, qui fera son chemin, de la primauté de l'Éducation Nationale — aujourd'hui le ministère français le plus dépensier, avant la guerre un de ceux dont les moyens d'action étaient les plus restreints.

*

Cependant, ces réformes ne sont pas une *révolution*, d'abord parce qu'elles ne s'effectuent pas dans la violence, les Communistes eux-mêmes la déconseillaient, fut-ce sous forme de grèves; lorsqu'il a été troublé, l'ordre public a été vite rétabli et il n'y a pas eu de guerre civile, en dépit de quelques excès de la répression à la libération. Les institutions révolutionnaires nées de la Résistance ont été progressivement amenuisées ou dissoutes (C.N.R., C.D.L., milices patriotiques); enfin, des secteurs très importants de l'État traditionnel sont pratiquement inchangés.

Malgré une temporaire régionalisation — par l'institution de Commissaires de la République — la France demeure un État centralisé; les décisions seront prises à Paris, dont le rôle dans la vie de la France est toujours prépondérant, même pour les voies ferrées. En province, l'administration demeure aux mains des préfets étroitement soumis au pouvoir central.¹⁴

La plupart des grands corps de l'État — Conseil d'État, Cour des Comptes, Inspection des Finances — ne seront pas non plus changés, du moins dans l'immédiat; seule y préparait, avant la guerre, une École des Sciences Politiques à Paris, école privée, que le coût des études et un certain esprit de népotisme réservaient pratiquement à la «jeunesse dorée». C'est dans la Résistance — et la conception en revint à Michel DEBRÉ et à J. M. JEANNENEY — que fut décidée la création d'une École Nationale d'administration, dont le recrutement s'effectuerait sur des bases démographiques plus larges, et dont la gratuité serait garante de la démocratisation. Dans cette innovation, le

¹⁴ Sur l'amalgame, cf. DE LATRE DE TASSIGNY, *Histoire de la première armée française*, Paris 1949. Cf. A. DANSETTE, *Leclerc*, Paris 1952; H. MICHEL, «Le Giraudisme» in *Revue d'Histoire de la 2ème Guerre Mondiale* N°35, juillet 1959; VIGNERAS, *Rearming the French*, Washington 1957.

désir de renouveler les élites, et de mieux les sélectionner selon le seul critère de la valeur, avait joué le rôle principal.

Dans la *politique étrangère* de la France, la Résistance faisait preuve du même nationalisme pointilleux et intransigeant. Née au moment où le sort de la Patrie pouvait paraître désespéré, elle était animée par la fierté ombrageuse des faibles. Aussi bien voulait-elle que les vaincus paient le prix de leur agression. L'Italie, qui avait attaqué la France lorsque celle-ci était déjà battue, dont les ambitions territoriales au dépens de la France étaient vastes, était particulièrement mal vue. L'annulation des droits particuliers de la colonie italienne en Tunisie, ainsi que des rectifications de frontières sur les Alpes — pour d'obscurs problèmes de paturages — et dans le Fezzan, conquis par Leclerc, étaient, en somme, d'assez petites exigences. DE GAULLE y ajoutait l'annexion du Val d'Aoste, où il encouragea un mouvement autonomiste francophone. Cependant, de nombreux antifascistes italiens, désormais au pouvoir, avaient noué en exil d'amicales relations avec des résistants français — c'était le cas de SARAGAT, NENNI ou PAJETTA; sur les Alpes, maquisards et partisans avaient fraternisé. Considérant qu'il n'y avait plus de péril italien, DE GAULLE, parlant d'AJACCIO, évoqua les origines latines des deux pays, et la solidarité à laquelle les conduisait leur voisinage en Méditerranée.

À l'égard de l'Allemagne jouait la vieille germanophobie, héritée de l'histoire, et que Communistes et Socialistes partageaient désormais; la découverte de nombreux charniers, les révélations sur les camps de concentration accroissaient le désir de vengeance, de représailles pour commencer par le jugement exemplaire des coupables. Aussi bien, le général DE GAULLE était-il, parmi les Alliés, le plus hostile à l'installation d'un pouvoir central dans l'Allemagne occupée, le plus résolu à une division territoriale permanente, laissant à chacune des puissances alliées le contrôle d'une vaste région. L'annexion économique de la Sarre, l'autonomie de la Rhénanie placée sous l'influence française, l'occupation de la Bavière et d'une partie de l'Autriche, telle était la part qui devait selon lui revenir à la France.

Les Résistants, DE GAULLE le premier, manifestent à tout propos une admiration et un amour pour leur pays, qui touchent au délire — le poète communiste ARAGON les traduit dans de magnifiques poèmes. Il ne suffit pas que la France soit dans le camp des vainqueurs et recouvre l'intégralité de son territoire et de ses droits; elle est «nécessaire au monde». Selon DE GAULLE, «la France n'est pas la France si elle ne possède pas la grandeur». Cette grandeur, comment la lui redonner? D'abord par une politique extérieure indépendante qui se traduit par de la méfiance à l'égard des Anglo-Américains, et par un conflit endémique avec les Anglais au Moyen-Orient. Ensuite, par un rapprochement avec l'U.R.S.S, auquel poussent les Communistes. Enfin, par la création d'une vaste zone d'influence française en Europe — DE GAULLE évoque «des artères» de la mer du Nord, du Rhin et de la Méditerranée, ce qui inclut dans le «groupement» la Hollande, la Belgique, et une Italie réduite à l'état de puissance de second ordre.

Le leader socialiste Léon BLUM poursuit le rêve d'une organisation mondiale qui prendrait la succession de la Société des Nations, tout en se gardant de ses défauts, et en tirant la leçon de ses échecs. Il l'imagine dotée de pouvoirs supranationaux, possédant par exemple le monopole des armes offensives les plus redoutables — bombes atomiques et aviation. Il est le seul.

Ainsi, pendant sa lutte difficile, la Résistance française n'a pas cessé de réfléchir aux causes de la défaite de la France et de son affaiblissement préalable. Elle a étudié tous les sujets qui lui paraissaient mériter attention, dans un esprit de libre examen, dégagé souvent des préventions partisans antérieures; des rapprochements inattendus, féconds souvent, se sont produits. Un très grand nombre de projets ont été élaborés — une plaisanterie circulait, disant que chaque Français avait sa «constitution propre». Beaucoup ont été appliqués à la Libération, d'autres le seront plus tard — le régime présidentiel, par exemple, en 1958. La transformation du pays n'a pas été brutale, ni totale; rien cependant y a échappé, qu'il s'agisse du régime politique, de l'économie, de la société, ou des mentalités. Comme Taine le disait de la Révolution française quand il a commencé à l'étudier, on peut affirmer que la Résistance est «aux origines de la France contemporaine».

*

Dans la très abondante littérature de la Résistance où se mélangent étroitement, sinon inextricablement, écrits de combat et projets d'avenir, on peut extraire, parmi les seconds (outre ceux déjà cités):

1. FRANCE LIBRE: Général de LARMINAT, *Que Sera la France de Demain*, Alger 1943; F. GERARD, *Que faire de l'Allemagne?* *ibid.*; J. MARITAIN, *A travers le désastre*, New York 1941. Le service d'information à Londres diffusait hebdomadairement, des «*Documents d'information*», devenus à Alger, les *Cahiers français*. On trouvera les textes des lois et décrets dans: *Le Journal officiel des Forces françaises libres*, à Londres, devenu à l'été de 1942, *Le Journal officiel de la France Combattante* et, à Alger, à partir de juin 1943, *Le Journal officiel de la République française*. Les séances de l'Assemblée Consultative, à Alger, ont donné lieu à compte-rendu analytique dans une éliton spéciale de ce journal officiel.

2. LES MOUVEMENTS de la Résistance clandestine ont diffusé, en plus de la presse clandestine, des «*Cahiers*» à parution irrégulière, dont le format permettait l'insertion d'études plus importantes que les articles. Citons, parmi eux, les *Cahiers de l'Organisation Civile et Militaire* (4 numéros publiés en 1945 par Blocq-Mascart, sous le titre *Chroniques de l'O.C.M.*, éditions Correa), les *Cahiers de Défense de la France* (groupement d'étudiants), les *Cahiers du Témoignage Chrétien* (groupe d'intellectuels catholiques), les *Cahiers de la France intérieure*; il faut rappeler, étant donné leur importance et leur caractère quelque peu officiel, les *Cahiers politiques* du «Comité général d'études» (6 numéros).

A ces publications périodiques se sont ajoutées des brochures, comme celles de E. PEZET et R. BURON, *Les relations internationales après la guerre*, 1943, ou de JACQUIER et BRUERE, *Refaire la France*, 1944. Après la guerre, Michel DEBRÉ a publié une étude clandestine sur le *problème constitutionnel français* (Angers, 1945); Cl. BOURDET a groupé le texte de conférences dans *Après demain*, journal de la «Ligue des Droits de l'Homme» (janvier à mai 1961) et Xavier de VIRIEU ses messages au maquis dans *Radio-Journal Libre* (Editions J. Cabut, Lyon 1948).

3. Les Commissions d'études du PARTI SOCIALISTE en France occupée ont diffusé notamment les brochures de Charles DUMAS, *La France trahie et livrée* (rééditée par Gallimard en 1945) et de SPES (le même Charles Dumas) sur le *Problème constitutionnel français*. À Alger, ont paru, entre autres, les études de Vincent AURIOL, *La liberté totale*, 1944 et de WEILL, *Le problème allemand*, *ibid.*, A. PHILIP a inséré dans la revue «*Études et documents*» (Paris, mars—avril 43) ses rapports sur des *réformes économiques de structure*.

4. Outre «*La Pensée Libre*», les «*Cahiers du Bolchévisme*», en France occupée, en plus des chroniques de Jean-Richard BLOCH et de Maurice THOREZ à la radio de Moscou, les COMMUNISTES ont fait de fréquentes interventions à l'Assemblée Consultative à Alger (voir notamment celle de F. BILLOUX sur la nouvelle armée française). Citons aussi, parmi beaucoup d'autres brochures, E. FAJON, *A la lumière de la dialectique* (Alger 1943) et F. BONTE, *À l'échelle de la Nation* (Editions du Parti, Paris 1945). Les Communistes se préoccupent apparemment plus du combat, de la tactique, de la glorification du parti, que de l'après-guerre.